

BEZANNES

54 rue René CASSIN

51430 BEZANNES

Tél : +33607721302

Mél : thomas.dedours@bureauveritas.com

N° affaire : 19574297_1-93DODON

Mission : Coordination Sécurité et Protection de la Santé**Opération :****Opération : 51/REIMS/COURS D'APPEL VITRES**

201 RUE DES CAPUCINS

51100 REIMS

Destinataire :

SECRETARIAT CHARGE BUDGET ET DES COMPTES

JULIEN VOGEL

139 RUE DE BERCY

75572 PARIS CEDEX 12

Plan Général de Coordination**P.G.C.****Opération de catégorie : 2****Présence d'Amiante**

Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
07/11/2024	Rev0		Thomas DEDOURS

SOMMAIRE

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION	6
1.1. Présentation du projet	6
1.1.1. Objet de l'opération	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier	6
1.1.4. Démarche environnementale	6
1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)	6
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier	6
1.2. Présentation des intervenants	6
2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS	8
2.1. Principe des séquences d'interventions	8
2.2. Inspections Communes	8
2.3. PPSPS	8
2.3.1. Pénalités	9
2.4. Sous-traitance	9
2.4.1. Déclaration des sous-traitants	9
2.4.2. Transmission du PGC	9
2.4.3. Obligation du sous-traitant	9
2.5. Intérimaires	9
2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »	10
2.7. Travailleurs indépendants	10
2.8. Protections individuelles	10
2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers	10
2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers	11
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE	12
3.1. Accès au site et réseaux provisoires	12
3.2. Emprise de chantier	12
3.2.1. Clôture et portail	12
3.2.2. Accès	13
3.2.3. Circulations	13
3.2.4. Signalisation	14
3.2.5. Stationnements	14
3.2.6. Stockage	14
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)	14
3.2.8. Cantonnements et entretien	15
3.3. Nettoyages (hors cantonnement)	16
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier	16
3.3.2. Plan d'installation de chantier	16
3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier	16
4. MESURES DE COORDINATION SPS	18
4.1. Définition des séquences d'interventions	18
4.2. Analyse de risques	19
4.3. Co-activités et protections collectives	21
4.3.1. Organisation de la sécurité collective	21
4.3.2. Déplacement de protection collective	21
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise	22
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles	22
4.4. Equipement de levage	22
4.4.1. Autorisation de survol	22
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention	22
4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	22

4.5.1. Approvisionnements et stockage	22
4.5.2. Travaux superposés	23
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux	23
4.5.4. Protection contre le bruit	23
4.5.5. Protection contre l'incendie	23
4.5.6. Travaux en hauteur	23
4.5.7. Echafaudage, tour escalier	24
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins	24
4.6. Moyens communs	25
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur	25
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier	25
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels	25
4.6.4. Protection des accès – Auvents	25
4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets	25
5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER	26
5.1. Stockages sur le chantier	26
5.2. Nettoyage	26
5.3. Enlèvement des déchets	26
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires	26
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés	27
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise	27
6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	28
6.1. Déclarations particulières	28
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération	29
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin	29
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure	29
6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)	29
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages	30
6.7. Locaux témoins	30
7. ORGANISATION DES SECOURS	31
7.1. Téléphone de secours	31
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)	31
7.3. Travail isolé	31
7.4. Procédure d'organisation des secours	31
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident	31
7.6. Point de rencontre secours	31
7.7. Modèle de fiche de secours	32
ANNEXES AU P.G.C.	33

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

- Plans
- CCTP
- **Diagnostic amiante et plomb avant travaux.**

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

1.1. Présentation du projet

1.1.1. Objet de l'opération

Les travaux consistent à l'amélioration du confort thermique et au remplacement des vitrages de la cour d'appel située rue des Capucins à Reims

1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de consultation des entreprises : A.O.
Mode de passation des marchés : lots séparés

1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 6 janvier 2025
Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 20
Phasage des travaux:

1.1.4. Démarche environnementale

Valorisation des déchets :

Dans un document soumis au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux,
- L'information du maître d'œuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets,
- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site.

1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)

Nombre de lots (estimation) :
Lot 01 – Menuiserie extérieure
Lot 02 – Plâtrerie peinture
Lot 03 – Désamiantage
Lot 04 – Electricité
Lot 05 – CVC

1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : 5 à 20 personnes

1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
----------	------------	---------	-----------------	---------------

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	SECRETARIAT CHARGE BUDGET ET DES COMPTES	139 RUE DE BERCY 75572 PARIS CEDEX 12	julien.vogel@justice.gouv.fr	JULIEN VOGEL
Maîtrise d'œuvre	PINGAT	9 Rue André Pingat 51000 REIMS	leo.jobert@pingat.com	Léo JOBERT

Liste complète des entreprises en pièce jointe

2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

2.2. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

2.3.1. Pénalités

En cas de non transmission du PPSPS, le CSPS propose l'arrêt de tâche au Maître d'Ouvrage pour l'entreprise concernée. Le Maître d'Ouvrage appliquera les pénalités prévues au marché.

Se conformer aux pièces écrites du marché.

2.4. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

2.4.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

2.4.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

2.4.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

2.5. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

2.7. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

D.U.E. (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

Contrat d'intérim si pas de DUE,

Déclaration de détachement pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.

2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

Contraintes d'environnement de site

Présence d'amiante dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence d'amiante"

Présence de plomb dans les existants

Sans objet

Présence de silice dans les existants

Sans objet

3.1. Accès au site et réseaux provisoires

L'entreprise titulaire du lot menuiserie extérieure aura à sa charge l'établissement, la mise en place des panneaux de protection et de signalisation des chemins de service, des moyens d'accès et des circulations nécessaires à tous les corps d'état.

La circulation du personnel se fera à part des véhicules sur une voie balisée et débarrassée de tous gravats ou stockage.

L'entretien et les réparations éventuelles pour le maintien dans un parfait état de propreté des extérieurs du chantier seront à la charge de chaque entrepreneur.

Les remises en état à la fin des travaux seront à la charge des entreprises suivant prescription des pièces écrites « marché ».

Un balisage des aires de stockage sera réalisé pour les approvisionnements et une diffusion du plan de circulation sera faite principalement auprès des fournisseurs.

Il ne sera pas toléré de stationnement dans l'emprise du chantier en dehors des parkings réservés à cet effet. Port du badge ou repérage sur le casque avec nom de l'entreprise et de l'ouvrier pour l'ensemble des intervenants.

Les Registres Uniques du personnel devront être tenus à jour et mis à disposition suivant demandes des organismes officiels.

3.2. Emprise de chantier

3.2.1. Clôture et portail

L'entreprise titulaire du lot menuiserie extérieure aura en charge la mise en place des clotures.

L'état des clôtures et des portails sera vérifié par des visites régulières. En cas de parties manquantes ou dégradées, le nécessaire devra être fait afin d'assurer la continuité de la fermeture du chantier.

En fonction du planning, le maître d'œuvre désignera les entreprises en charge de l'entretien et de la fermeture des clotures.

Des panneaux seront mis en place, sur l'ensemble de la clôture :

- « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC »,

- « PORT DES EPI OBLIGATOIRE ».

En dehors des horaires du chantier, les portails d'accès au site seront fermés à clé.

Sur voirie extérieure et sortie de chantier :

- Un panneau « SORTIE DE CAMIONS » sera mis en amont et aval des accès au chantier,
- Un panneau « STOP » sera mis en place en sortie de chantier.

3.2.2. Accès

L'accès du personnel et les livraisons s'effectueront depuis la rue des capucins.

Signation "entrée et sortie de camion" à installer en amont et aval de l'accès chantier

Entrée et sortie de camions à effectuer sous la surveillance d'un homme trafic.

3.2.3. Circulations

Accès au chantier :

L'accès à la zone cantonnement sera séparé de l'accès engins.

Les consignes d'accès seront données par l'entreprise lors de l'accueil des salariés.

La zone « installation de chantier » sera implantée de façon à assurer la continuité dans l'espace et le temps.
(mise en place des bungalows sur les places de stationnement dédiés)

Accès piétons :

Les circulations piétonnes seront de type « pied sec », matérialisées physiquement (balisage, signalétique, passage piéton...) pour l'accès aux postes de travail et l'installation de chantier (base vie).

Accès véhicules :

Les accès au chantier pour les personnels des entreprises ou leurs véhicules seront exclusivement effectués par les accès définis par le Maître d'Œuvre et l'entreprise.

Pendant la période de préparation, l'entreprise élaborera, en accord avec les services de police et de la voirie, un plan de circulation et de balisage permettant d'orienter les véhicules et de « fluidifier » le trafic routier à la périphérie du chantier.

Le plan de circulation et ses éventuelles modifications seront affichés. Les entreprises auront, quant à elles, la responsabilité d'informer leurs transporteurs, fournisseurs, sous-traitants, etc...

Circulations dans l'emprise du chantier :

Les circulations seront aménagées et entretenues par l'entreprise titulaire du lot menuiserie extérieure

Les cheminements à utiliser par le personnel des différentes entreprises pour se rendre aux cantonnements et à leurs postes de travail seront réalisés en respectant les points suivants :

- balisage et séparation physique vis-à-vis des voies où circulent des véhicules.
- éclairage des zones où le personnel est amené à circuler.

Tous les intervenants devront veiller à ce que les circulations soient propres et libres de tout obstacle. En particulier, il est interdit d'y entreposer du matériel et des matériaux.

Les entreprises doivent conduire leurs travaux de manière à maintenir dans les conditions convenables, les communications de toute nature traversant le site des travaux, notamment celles qui intéressent la circulation des personnes, ainsi que l'écoulement des eaux.

L'entreprise supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien des installations de chantier. Seules les dépenses d'entretien seront imputées au compte prorata.

Circulations hors de l'emprise du chantier

Les entreprises devront prendre toutes les mesures permettant d'assurer pendant toute la durée des travaux une circulation fluide sur la voie d'accès principale.

Cette obligation absolue permettra de maintenir en permanence les accès :

- aux services de sécurité,
- aux piétons et aux véhicules,

- aux livraisons,

3.2.4. Signalisation

L'entreprise titulaire du lot menuiserie extérieure réalise l'installation et la maintenance de la signalisation intérieure et extérieure au chantier.

3.2.5. Stationnements

Le stationnement des véhicules des salariés et intervenants du chantier est interdit à l'intérieur de la zone travaux ainsi qu'en dehors des zones prévues à cet effet. Celles-ci seront portées sur le plan général des installations de chantier.

3.2.6. Stockage

La zone de stockage des matériaux devra être incluse dans l'enceinte clôturée du chantier. Aucun stockage en dehors de cette zone ne sera toléré.

les zones de stockage seront balisées et des cheminements seront aménagés pour accéder en sécurité dans chaque zone

3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

Installation électrique générale de chantier

- L'installation électrique générale sera exécutée, par l'entreprise titulaire du lot menuiserie extérieure, par du personnel habilité, en respectant les normes en vigueur. La vérification de l'installation sera confiée à un organisme agréé.

Branchement électrique de chantier.

A partir du point de livraison d'électricité défini par le maître d'Ouvrage, le titulaire du lot menuiserie extérieure devra réaliser l'ensemble de l'installation électrique provisoire du chantier. Cette installation sera décomposée en 2 phases :

- L'installation primaire,
- L'installation de distribution,

Et comprendra de façon distincte :

- L'installation électrique pour les besoins du cantonnement.
- L'installation électrique nécessaire à l'alimentation des matériels de levage.
- L'installation d'éclairage pour le cheminement et la circulation des personnels sur le chantier
- L'éclairage des circulations horizontales et verticales à l'intérieur des bâtiments.
- L'installation de distribution électrique nécessaire aux besoins du chantier.
- Le nombre d'armoires sera calculé de façon à ce qu'il y ait au moins une armoire dans un rayon égal à 25 m. En aucun cas, les armoires définitives des locaux ne seront prévues pour le branchement d'appareils tels que des postes à souder.
- Les armoires électriques seront montées sur pieds, elles seront à double paroi et munies d'un arrêt d'urgence. Elles seront en permanence fermées à clé.
- Protections des circuits par dispositifs différentiels conforme.

Les réseaux de distribution et d'alimentation extérieurs seront réalisés sous fourreaux afin d'éviter le risque d'accrochage des lignes.

- Tout le matériel électrique utilisé par les entreprises devra être CONFORME à la réglementation en vigueur sur les chantiers. Chaque entreprise désignera une personne qui sera chargée de son entretien.

- Ces installations seront contrôlées par un organisme agréé par le Ministère du Travail au compte des lots chargés de leur installation.

- Les rapports de vérification et registres de sécurité seront à disposition sur le chantier.

Éclairage de chantier

Les niveaux d'éclairement seront conformes aux règles d'éclairage et d'éclairement fixés par la réglementation.

L'éclairage doit permettre la circulation dans tout le chantier et les abords.

Les appareils d'éclairage doivent être résistants aux chocs et à l'eau (indice de protection à faire approuver).

Chaque entreprise est responsable de l'éclairage de son poste de travail. Le titulaire ne doit que l'amenée du courant dans une armoire, suivant une répartition définie ci-dessus.

Éclairage de sécurité

Dès que possible, une installation de sécurité, dans les circulations et assurant un minimum d'éclairage pour l'évacuation du personnel, sera réalisée par l'entreprise.

Cet éclairage sera assuré par des blocs autonomes provisoires

Mise en place d'un bloc autonome sur les armoires.

3.2.8. Cantonnements et entretien

Mise en place et entretien de la base vie à charge de l'entreprise titulaire du lot menuiserie extérieure pendant toute la durée des travaux.

Ces installations devront répondre à l'ensemble des normes en vigueur, y compris la réglementation relative à la sécurité incendie et gestion des déchets.

Sont prévus tous les branchements et raccordements nécessaires au bon fonctionnement des installations de chantier, ainsi que toutes les démarches administratives, les droits et taxes et les dépenses de consommations, soit :

- Branchement et distribution de l'eau potable.
- Branchement et distribution de l'électricité.
- Branchement et distribution du téléphone.
- Réseau d'évacuation et raccordement aux égouts.
- Évacuation des déchets.

Sanitaire :

Entretien des sanitaires à la charge de l'entreprise titulaire du lot menuiserie extérieure

Ils comprendront :

- Un lavabo pour 10 personnes. Un passage de 0,80m minimum sera aménagé autour de chaque appareil.
- Une douche pour 20 personnes. (travaux insalubres)
- Eau potable et à température réglable.
- Un WC et un urinoir pour 20 personnes dont au moins un cabinet avec poste d'eau.

L'eau chaude et l'eau froide doivent être distribuées par des mélangeurs individuels. Les lavabos seront garnis d'agent lavant.

Des essuie-mains à utilisation unique seront installés.

Conformément au code du travail les salariés de sexe féminin doivent bénéficier d'installations d'hygiène et de vestiaires séparées de celles des hommes. Ces installations complémentaires seront à la charge des entreprises concernées.

Celles-ci feront l'objet d'une étude en concertation avec l'entreprise.

Réfectoire :

Les trépieds gaz sont interdits dans les locaux repas.

La surface totale à prévoir sera calculée en prenant comme base 1,50 m² minimum par personne.

Ils comprendront :

- Tables et chaises en nombre suffisant.
- Appareil de réchauffage (chauffe gamelle et cuisinière).
- Eau potable.
- Réfrigérateur.
- Poubelles en nombre suffisant.

Vestiaires :

La surface totale à prévoir sera calculée en prenant comme base 1,25m² par personne.

Ils comprendront des bancs et des armoires vestiaires individuelles (type B - à 2 compartiments - NF D 65.760) en nombre suffisant, fermant à clé.

Le sol des locaux sera lessivable. L'entretien de ces locaux sera effectué quotidiennement.

Un tableau d'affichage comprenant :

- la déclaration préalable,

- la liste des entreprises, sous-traitant inclus,
- la fiche des consignes en cas d'accident,
- le calendrier des travaux,
- le plan à jour de l'installation de chantier.

3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

L'ensemble du chantier sera nettoyé au minimum une fois par semaine, pendant toute la durée des travaux. En aucun cas, les circulations ne devront être encombrées par des déchets et des gravats.

3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le maître d'ouvrage s'assure auprès du maître d'œuvre que les contraintes et obligations découlant, pour les entreprises, des mesures de prévention et de coordination mentionnées à l'article R. 4532-44 sont transcrites dans les pièces constituant les dossiers de consultation des entreprises.

3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **titulaire du lot menuiserie extérieure** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- des conduites enterrées et aériens,
- des clôtures et protections temporaires,
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- recettes (plans des façades),
- des zones dégagées et prévues pour recevoir les échafaudages ou la circulation de nacelles,
- de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention
- de l'emplacement des bennes à déchets,
- de l'emplacement de l'aire de rinçage des toupies, et nettoyage camion
- des accès provisoires au bâtiment,
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
-------	---------------	------------	-----------------

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	titulaire du lot menuiserie extérieure	titulaire du lot menuiserie extérieure	
Accès	titulaire du lot menuiserie extérieure	TCE	
Circulations	titulaire du lot menuiserie extérieure	TCE	
Signalisation	titulaire du lot menuiserie extérieure	TCE	
Stationnement	TCE	TCE	
Stockage	titulaire du lot menuiserie extérieure	TCE	
Réseaux provisoires de chantier	titulaire du lot menuiserie extérieure	titulaire du lot menuiserie extérieure	
Coffret électrique général	titulaire du lot menuiserie extérieure	titulaire du lot menuiserie extérieure	
Coffret divisionnaire et éclairage	titulaire du lot menuiserie extérieure	titulaire du lot menuiserie extérieure	
Cantonnement	titulaire du lot menuiserie extérieure	titulaire du lot menuiserie extérieure	
Infirmier de chantier	sans objet	sans objet	
Nettoyage hors cantonnement	Chaque entreprise	Chaque entreprise	
PIC	titulaire du lot menuiserie extérieure		
Protections collectives	titulaire du lot menuiserie extérieure et TCE	TCE	
Accès hauteur communs	titulaire du lot menuiserie extérieure (échafaudage de pied en facade)	titulaire du lot menuiserie extérieure	
Déchets - Gravats	Chaque entreprise	Chaque entreprise	
Aire de déchargement et de livraison	titulaire du lot menuiserie extérieure		
Tunnel de protection	titulaire du lot menuiserie extérieure		

4. MESURES DE COORDINATION SPS

4.1. Définition des séquences d'interventions

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 TCE		TCE	Choc, coupure, piqûre Collision, heurt Déplacement de plain-pied Inhalation poussières Manutention manuelle Produits dangereux Réseaux Routier, autoroutier Travail en hauteur Travaux à point chaud Voisinage Chute et heurt avec charge en mouvement Contact électrique direct ou indirect Rupture, effondrement Travail isolé Produit inflammable Amiante	.

4.2. Analyse de risques

Séquence : 1 - TCE

TCE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Choc, coupure, piqure	Utilisation des EPI adaptés, chantier rangé et propre.	Respect des zones balisées, chantier rangé et propre.
Collision, heurt	Guidage des manœuvres des engins par un "Homme trafic", balisage des zones d'évolution.	Respect des zones balisées et des consignes de « l'Homme trafic ».
Déplacement de plain-pied	Chantier propre et bien rangé (nettoyage à l'avancement des travaux), balisage des regards, fouilles et tranchées ouvertes. Identification visuelle des zones de circulation.	Respect des zones balisées, chantier rangé et propre.
Inhalation poussières	Aspiration à la source, utilisation des EPI adaptés, balisage des zones.	Respect des zones balisées.
Manutention manuelle	Privilégier l'utilisation de moyens mécanisés, respect des gestes et postures.	Maintenir les circulations libres et dégagées.
Produits dangereux	Respect des consignes de sécurité décrites dans les FDS des produits utilisés, balisage des zones de pose et de stockage.	Respect des zones balisées.
Réseaux	DICT, repérage visuel des réseaux et sondages. Consignation fluides et réseaux à effectuer avant toute intervention sur les installations	Respect des zones repérages et balisages. Respect des consignes et des procédures de consignation.
Routier, autoroutier	Arrêté de circulation à afficher et mise en place de la signalisation de chantier, respect du code de la route.	Respect de signalisation en place et du code de la route.
Travail en hauteur	Privilégier l'utilisation des protections collectives pour les travaux en hauteur. (échafaudage, nacelle, PIR,...) Utilisation d'échafaudage conformément à la recommandation R408 Utilisation des nacelles conformément à la recommandation R386 et Guide INRS ED801 Travaux en hauteur : se conformer au guide INRS ED6110 Veillez à la mise en place d'un balisage afin de supprimer toute superposition de tâche. Maintenir les protections collectives en place.	Respect des zones balisées. Maintien des protections collectives.
Travaux à point chaud	Protection de l'environnement direct et extincteur à portée de main, balisage des zones.	Respect des zones balisées.
Voisinage	Maintien d'une signalisation adaptée aux abords du chantier. Le chantier doit rester clos et indépendant, barrière HERAS à maintenir en place conformément au PIC.	Respect de la signalisation en place.
Chute et heurt avec charge en mouvement	Guidage des manœuvres, pas de survol de charge, balisage des zones.	Respect des balisages en place.
Contact électrique direct ou indirect	utilisation de matériel et outillage conforme et vérifié. Personnel formé et habilité. Consignation avant toute intervention sur le réseau électrique	Respect des consignations.
Rupture, effondrement	Blinder si nécessaire (fouilles en tranchée de	Respect des balisages en place.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>plus 1,30m) Balisage des fouilles. Pas de surcharge, sur les planchers ou toitures, lors de stockage de matériaux ou gravats, approvisionner ou évacuer les matériaux ou gravats à l'avancement. Protections contre le risque de chute à installer Etalement à mettre en oeuvre conformément à la note de calcul établi par le bureau d'étude.</p>	<p>Maintenir les protections collectives. Maintenir les étalements</p>
Travail isolé	Pas de travailleur isolé, deux personnes au minimum.	Pas de travailleur isolé, deux personnes au minimum.
Produit inflammable	Aucun stockage de produits inflammables ou déflagrants ne doit avoir lieu à l'intérieur des bâtiments.	Aucun stockage de produits inflammables ou déflagrants ne doit avoir lieu à l'intérieur des bâtiments.
Amiante	<p>Le rapport de repérage amiante établi fait apparaître la présence de matériau contenant de l'amiante. Chaque entreprise doit mettre en œuvre, d'une manière effective, toutes les mesures de protection de la santé de son personnel destinées à éviter l'inhalation par la décimation sous forme de poussières d'amiante lors de l'exécution de leurs travaux. Il appartient à chaque entreprise:</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'estimer le niveau d'exposition au risque amiante en fonction de la nature des travaux à effectuer - De choisir une méthode de travail qui permet d'abaisser le niveau de risque - De mettre en œuvre les mesures préventives adaptées au niveau du risque déterminé <p>Les entreprises prennent connaissance du dossier technique amiante et du repérage amiante avant travaux ou démolition</p> <p>Elles doivent observer la réglementation en vigueur et les consignes générales de sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante. Les entreprises qui effectuent des opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante doivent privilégier les mesures de prévention et moyen de protections collectifs. Les travaux sur ou à proximité de matériaux susceptibles de libérer des fibres d'amiante ne peuvent être réalisés que par du personnel formé à ces travaux et titulaire d'une attestation de compétence délivrée conformément à l'arrêté du 23 Février 2012. Les encadrants formés des entreprises devant réaliser ces travaux ont au préalable envoyé leurs modes</p>	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	opératoires aux organismes. Les entreprises doivent respecter la réglementation en vigueur pour le traitement et l'évacuation de leurs déchets. Le stockage sur le chantier avant l'évacuation doit se faire dans un local ou un container fermé à clé avec signalétique adaptée	

4.3. Co-activités et protections collectives

4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
 - La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que l'entreprise titulaire du lot menuiserie extérieure soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives. Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.
 - La maintenance des protections collectives est à réaliser par l'entreprise de titulaire du lot menuiserie extérieure
 - Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs de remplacement assurant une protection collective équivalente.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
 - Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
 - Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
 - Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
 - Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage.(couleur distincte)

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Eventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'OEuvre et du Coordonnateur SPS, elle doit passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Maître d'OEuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle

compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise Entreprise désignée par le maître d'œuvre est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise Entreprise désignée par le maître d'œuvre qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières, gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . .). Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

4.4. Equipement de levage

Sans objet

4.4.1. Autorisation de survol

Sans objet

4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec " l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS " ou sont imposées par ces derniers.

4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

4.5.5. Protection contre l'incendie

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs

4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception sera laissé sur le site.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise devra faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant devra :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>
- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,
- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux devront pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

La conduite des engins de chantier ne pourra être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne pourront s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier et véhicules de transport.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires devra être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'opération.

4.6. Moyens communs

4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

Mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur (METAH) pour maîtriser les risques liés aux chutes de hauteur : voir détail dans l'annexe « METAH »

4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

Sans Objet.

**Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.
Par décision du Maître d'Ouvrage cette opération ne sera pas concernée.**

4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

4.6.4. Protection des accès – Auvents

Des auvents assurant une protection efficace (en fonction du poids des objets susceptibles de tomber) doivent être installés par l'entreprise à l'aplomb des accès du bâtiment pour éviter tout risque de chute de matériaux.

4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets devront être limités, triés et valorisés. Le contrôle de leur élimination se fera par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie sera conservée sur le site.

Les substances polluantes seront interdites sur le site, et afin d'éviter toute pollution du site, les travaux à faibles risques polluants seront réalisés sur bassin de rétention.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

5.2. Nettoyage

Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

chaque entreprise evacuera ses déchets au fur et à mesure.

5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
 - Application de la loi anti-endommagement
 - D.I.C.T - **En tant que maître d'ouvrage :**
 - Utiliser le guichet unique et adresser une DT à chaque exploitant recensé par le site dans la zone de travaux envisagée (la durée de validité de la DT est de 3 mois).
 - Prévoir des investigations complémentaires (réalisées par un prestataire qualifié) pour les réseaux sensibles en zone urbaine en classes de précision B et C. Il est possible d'être dispensé d'investigations complémentaires si le projet cumule les deux conditions suivantes : 1. dans les marchés de travaux sont insérées des clauses techniques et financières pour prévenir tout endommagement des réseaux, 2. réaliser des travaux de très faible emprise et de très faible durée soit en dehors des agglomérations urbaines, soit près de réseaux non sensibles.
 - Intégrer dans les Dossiers de Consultation des Entreprises les réponses aux DT et/ou le résultat des investigations complémentaires éventuelles et prévoir des clauses techniques et financières permettant de prendre en compte l'actualisation des réseaux, l'incertitude de localisation, l'absence de réponse à une ou plusieurs DICT et les conséquences d'un arrêt de travaux suite à la découverte fortuite de réseaux.
 - Effectuer le marquage/piquetage des réseaux enterrés.
 - Arrêter le chantier en cas de danger lié à la découverte de réseaux souterrains non prévus.
 - Confier à un prestataire qualifié le relevé topographique géo-référencé des réseaux créés ou modifiés.
 - En tant qu'exécutant de travaux :**
 - Utiliser le guichet unique et adresser une DICT à chaque exploitant recensé par le site dans la zone de travaux envisagée.
 - Appliquer les prescriptions du guide technique.
 - Assurer une qualification suffisante des personnes intervenant sur les chantiers.
 - Tenir compte du marquage/piquetage des réseaux enterrés.
- A compter de janvier 2018 :
- Autorisation d'intervention à proximité des réseaux obligatoires pour les personnes concernées.

- Demandes d'arrêtés - Prendre les arrêtés de circulation nécessaires à la réalisation des travaux. (emprise sur chaussée, emprise sur trottoir, condamnation de places de stationnement,...)
Les arrêtés seront affichés sur le chantier
- Autorisations concessionnaires - Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous-traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'oeuvre.

Les entreprises (notamment : Terrassement-VRD, espaces verts, gros œuvre . . .) établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la

maîtrise d'oeuvre.

Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'oeuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

Entrée et sortie de camions à effectuer sous la surveillance d'un homme trafic.
Chantier à maintenir clos et indépendant pendant toute la durée des travaux.

Les travaux se dérouleront en site occupé : Les entreprises prendront toutes les dispositions nécessaires pour limiter au maximum les gênes occasionnées par les travaux. (bruit, poussières,...) et assurer la sécurité des occupants. (site en exploitation)

Les accès, les circulations et les issues de secours de la cours d'appel devront être maintenus libres et sécurisés en permanence.

Ci-dessous principales contraintes à prendre en compte :

- Aucun stationnement ou stockage dans la rampe d'accès au sous-sol
- Aucun stationnement provisoire pour travaux (échafaudage, nacelle, grue) dans la rampe d'accès au sous-sol les mardis et mercredis après-midi ainsi que les jeudis toute la journée.
- Aucun espace au sous-sol
- Travaux exécutés du lundi au vendredi (dérogation possible pour exception le samedi)
- Les travaux du R+1 et R+2 seront effectués par ½ façade
- Minimiser l'impact des bureaux 101 et 201 des chefs de cours situés aux coins NORD/OUEST du R+1 et R+2
- Minimiser les nuisances sonores le mercredi après-midi et jeudi toute la journée
- Les travaux de CVC devront obligatoirement être effectués pendant la période estivale principalement sur le mois d'août, ils seront effectués par circulation, façade par façade
- Les travaux de relamping et de peinture devront se faire suivant l'avancement des menuiseries extérieures afin de minimiser l'impact pour les occupants des bureaux
- Le désamiantage des bow-windows en salle d'audience devra se faire pendant les périodes de vacances
- Le désamiantage de la salle pénale devra se faire en même temps que le désamiantage du SAS du mur rideau RDC
- Le désamiantage de la salle pénale et des salles civiles se fera en deux temps distincts
- Les lots intérieurs devront être habilités aux travaux de sous-section 4 suivant le DIAG amiante

6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

Sans objet

6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

Plan de prévention à établir en cas d'intervention dans les zones en exploitation hors du chantier clos et indépendant.

6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)

Extincteur à tenir à disposition à proximité des postes de travail par points chauds.

6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

Les travaux se dérouleront en site occupé : Les entreprises prendront toutes les dispositions nécessaires pour limiter au maximum les gênes occasionnées par les travaux. (bruit, poussières,...) et assurer la sécurité des occupants. (cours d'appel en activité)

Les accès, les circulations et les issues de secours devront être maintenus libres et sécurisés en permanence.

6.7. Locaux témoins

Sans objet

7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées.

7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

7.4. Procédure d'organisation des secours

Préciser adresse précise du chantier et attendre les secours à l'entrée du chantier.

7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

7.6. Point de rencontre secours

A préciser sur le PIC

7.7. Modèle de fiche de secours

*EN CAS D'***ACCIDENT**

Appelez les Pompiers



18 ou 112

et dites :

1.ICI CHANTIER : 51/REIMS/COURS D'APPEL VITRES

Adresse : 201 RUE DES CAPUCINS 51100 REIMS

2.PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3.SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4.FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

A préciser sur le PIC

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

ANNEXES AU P.G.C.

Liste des pièces jointes au P.G.C.

- DHOL 1
- Annexe_Presence_Amiante
- Annexe_METAH
- Annexe_SCALP

METAH : Mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur*

Le coordonnateur recommande au MOA de mettre en application le texte de la R477 dans le cadre de cette opération.

1)- Principes de prévention

- Favoriser la mécanisation du transport des personnes et des charges.
- Promouvoir la mise en commun des moyens de transport et de manutention.
- Effectuer une évaluation préalable pour déterminer les moyens de prévention les mieux adaptés, notamment en estimant :
 - les flux de personnes intervenant sur le chantier,
 - les charges (tonnage, volume),
 - les plannings,
 - les approvisionnements,
 - les stockages,
 - l'évacuation des déchets,
- Choisir du matériel conforme à la réglementation et/ou aux normes, et faisant l'objet d'une déclaration de conformité.
- Respecter les notices d'instruction établies et fournies par les fabricants.
 - S'assurer que le personnel est spécifiquement formé, apte et désigné.

2)- La mise en commun des moyens

2.1 – Organisation

L'utilisation des moyens de transport et de manutention par plusieurs entreprises d'un site donné doit se faire selon des modalités de mise à disposition (à conclure entre les différentes entreprises) ou par la désignation d'une entreprise chargée de la logistique et de la conduite.

Une véritable organisation logistique, mettant en oeuvre des moyens mécaniques de transport et de manutention à toutes les phases de la construction, est indispensable pour le bon déroulement du chantier.

Les enjeux de la logistique sont aussi économiques. En effet la part de main-d'œuvre actuellement affectée aux manutentions est de l'ordre de 40 % pour le second oeuvre.

Outre la diminution des maladies professionnelles et des accidents du travail liés aux manutentions d'une part et de la pénibilité des tâches d'autre part, la mécanisation apporte des gains de productivité et diminue les coûts.

Au stade de l'appel d'offres, l'entreprise s'assure que des moyens communs de transport et de manutention adaptés ont été prévus dans le PGC.

À défaut, elle doit effectuer une demande au maître d'ouvrage dans le cadre de la loi de coordination SPS.

* Source : CNAM, guide pour la mise en commun de moyen établi en 2015

2.2 – Lot « logistique » dans le projet :

Le maître d'ouvrage peut demander au Maître d'œuvre de prévoir un lot particulier « logistique » intégré au dossier marché de l'opération.

Ce lot prend notamment en compte le transport de personnes et la manutention de charges

L'ensemble des entreprises du chantier utilise les moyens de manutention et de transport communs prévus dans ce lot.

Les entreprises valident ces moyens, prévus dans les pièces du marché de ce lot, en adéquation avec leurs besoins.

Le lot particulier « logistique » est en charge des moyens de manutention et de transport, et en particulier :

- de l'installation et des modifications liées à l'avancement de chantier,
- des contrôles et des vérifications réglementaires,
- du maintien en état de fonctionnement, de la maintenance,
- du dépannage,
- de la formation des utilisateurs.

Dans ce lot, le Maître d'œuvre aura particulièrement regardé les points suivants : (certaines de ces données sont communes au DHOL)

- l'environnement,
- les conditions climatiques, la circulation.
- L'emprise des équipements doit être intégrée comme contrainte de planning d'exécution des ouvrages (menuiserie extérieure, allège, VRD, ravalement, ascenseur). C'est une donnée essentielle pour la préparation du chantier. (Données communes au DHOL en phase expérimentale pour les opération de Catégorie 1 jusqu'en 2019)

L'analyse des besoins et des contraintes prend en compte notamment :

- le poids et la dimension des colis, le planning d'approvisionnement,
- le moyen de chargement ou déchargement du système d'élévation et d'accès de chantier,
- le nombre de colis à transporter et le délai disponible pour déterminer le débit,
- l'utilisation de l'ascenseur de chantier pour le transport du personnel (en prenant en compte

l'effectif en pointe du chantier),

- la nature et le relief de la façade (géométrie et résistance),
- les hauteurs ou l'altitude des planchers à desservir,
- la dimension des ouvertures pour la desserte des planchers (hauteur et largeur),
- les caractéristiques du support d'accrochage de l'élévateur de chantier,
- l'emprise de chantier disponible au sol,
- les caractéristiques géométriques ou emprise du lieu d'implantation (trémie, façade...),
- la nature du sol et sa résistance,
- la localisation des obstacles dans l'emprise du moyen d'élévation et de transport de chantier

(regard, balcon, luminaire, corniche),

- les contraintes spécifiques (circulation d'engins, de piétons),
- la localisation des ouvertures accessibles par du personnel sur le trajet,
- l'emprise des moyens d'élévation et de transports de chantier,
- les effets climatiques locaux (effets de site, région de vent),
- la présence de réseaux des concessionnaires,
- l'intervention en milieu occupé.

MOYENS DE MANUTENTION VERTICAL		PHASES DU PLANNING			
		Gros œuvre	Corps d'état		Finition
Bâtiment à réhabiliter	Grue à tour				
	Ascenseur de chantier et plate-forme de transport				
	Monte-matériaux extérieur				
	Monte-charges existant				
Travaux sous terrain	Grue à tour				
	Ascenseur de chantier et plate-forme de transport				
	Pont roulant				
IGH	Grue à tour				
	Ascenseur de chantier et plate-forme de transport				
	Monte-charges définitif				
	Ascenseur définitif				
Bureaux / ouvrages fonctionnels	Grue à tour				
	Ascenseur de chantier et plate-forme de transport				
	Monte-matériaux extérieur				
	Monte-charges définitif				
Logements	Grue à tour				
	Ascenseur de chantier et plate-forme de transport				
	Monte-matériaux extérieur				
	Ascenseur définitif				

Présence d'Amiante

Présence d'amiante dans les existants

1) Evaluation initiale des risques des entreprises de travaux

Pour les immeubles bâtis dont le permis de construire a été délivré avant le 1^{er} juillet 1997, conformément à l'article R. 4412-97 du Code du Travail, les documents suivants doivent être joints aux documents de consultation des entreprises par le donneur d'ordre.

Travaux impactant directement ou indirectement					
	Produits et matériaux visibles et accessibles de la Liste A	Produits et matériaux visibles et accessibles des listes A et B			Tout produit ou matériau tableau A.1 norme NFX 46-020
Périmètre de repérage	Parties privatives habitation collective	Parties communes d'habitation	Tertiaire	Parties privatives habitation	Tout bâtiment
Document joint	DAPP	DTA		Vente	Repérage avant démolition Repérage avant travaux

En fonction des travaux prévus, si les documents utiles à l'évaluation du risque amiante n'ont pas été communiqués, il convient de les faire réaliser et d'interdire toute intervention sur des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante.

2) Programmes de repérage

- Liste A de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique = visible et accessible (DAPP, DTA)
- Liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique = visible et accessible (DTA)
- Liste C de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique = destructif sur tout le bâtiment (Demol)
- Tableau A.1 de la norme NFX 46-020 (Travaux, dont démol)

3) Méthodologie des repérages

Elle est définie par :

- Liste A : arrêté du 12/12/2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage, modifié par arrêté du 26 juin 2013,
- Liste B : arrêté du 12/12/2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que du contenu du rapport de repérage, modifié par arrêté du 26 juin 2013,
- Liste C : arrêté du 26 juin 2013 relatif au repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage (JO du 6 juillet 2013),
- Liste norme NFX 46-020

En fonction du programme et du périmètre de repérage, la méthodologie du repérage est la suivante :

- recherche des matériaux et produits du programme considéré :

examen exhaustif des parties de l'immeuble bâti visées par le périmètre de repérage
détermination des zones présentant des similitudes d'ouvrage,
détermination des zones homogènes pour les listes A et B pour les repérages DAPP, DTA, TRANSA

- identification et localisation des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante :
 - visibles et accessibles pour les missions DAPP, DTA, TRANSA
 - produits et matériaux incorporés ou faisant indissociablement corps avec l'immeuble pour la mission DEMOL
 - produits et matériaux incorporés ou faisant indissociablement corps avec les parties de l'immeuble impactées directement et indirectement par les travaux prévus pour la mission TRAVAUX.
- détermination de la présence ou de l'absence d'amiante :
 - analyse par un laboratoire accrédité COFRAC ou similaire,
 - marquage
 - document consulté
 - absence d'amiante par nature
 - présence d'amiante par décision de l'opérateur (uniquement pour liste B),
- évaluation de l'état de conservation des MPCA des listes A et B pour les repérages DAPP, DTA, TRANSA

4) Contenu des rapports de repérage

Au minimum :

- Les conclusions relatives à l'évaluation de l'état de conservation pour les missions de la liste A et B (rappelées en début de rapport) :
 - Obligations liste A (DAPP, DTA, TRANSA)
 - Recommandations liste B (DTA, TRANSA)
 - Investigations restant à réaliser
- Intervenants
- Identification de l'immeuble
- Dates de commande, réalisation, signature
- Dates, références, conclusions des rapports précédemment effectués
- Plans ou croquis
- Liste des parties visitées
- Liste des parties non visitées :
 - Motifs
 - Mention que les obligations réglementaires ne sont pas respectées
 - Moyens à mettre en œuvre (conseillé)
 - Liste de tout local ou volume non visité (plénum, doublage...)
- Liste et localisation des MPSCA
 - Absence d'amiante
 - Présence d'amiante
 - Critères retenus pour conclure
- Analyses :
 - Rapports
 - Localisation
 - Identification et n° d'accréditation du laboratoire
- Plans ou croquis (localisation prélèvements, MPCA)

Pour les repérages avant travaux, y compris de démolition, un pré- rapport ne permet pas d'effectuer les travaux sur les locaux, parties de bâtiments, volumes, ouvrages et parties d'ouvrages n'ayant pas été visés et/ou devant faire l'objet d'investigations approfondies.

Les investigations approfondies destructives et démontages nécessaires sont déterminés par l'opérateur de repérage qui les réalise ou les fait réaliser par le donneur d'ordre.

Selon la norme NFX 46-020, Le donneur d'ordre est tenu :

- de fournir les moyens nécessaires à mettre en œuvre pour accéder à certains matériaux (escabeau, échelle, échafaudage, plate-forme élévatrice de personnes, etc.) et en définir les conditions d'utilisation ;
- en fonction de la mission, de procéder aux démontages nécessitant des outillages et/ou aux investigations approfondies destructives demandés par l'opérateur de repérage ;
- de préciser par écrit, dans le cadre d'une mission «Travaux», les zones dans lesquelles seront réalisées ces derniers, leur nature et, si elles sont connues, les techniques génératrices de nuisances (vibrations, etc.) qui seront utilisées.

5) Dispositions communes aux Interventions ponctuelles, retrait ou encapsulage de produit ou matériau contenant de l'amiante

L'entreprise de travaux doit se conformer aux dispositions des sous sections 2 et 4 de la section 3 « Risques d'exposition à l'amiante » du Code du Travail :

- Evaluation initiale des risques :
 - Estimer le niveau d'empoussièrement pour chaque processus de travail (niveaux 1, 2, 3),
 - Respect de la valeur limite d'exposition professionnelle de 10 f/l pour 8h de travail,
 - Communication des conditions et résultats des contrôles au médecin du travail, CHSCT ou délégués du personnel et mise à disposition à l'inspection du travail, médecin inspecteur du travail, agents des services de prévention,
- Principes et moyens de prévention :
 - Information au donneur d'ordre de toute découverte d'amiante en cours de travaux
 - Réduction au plus bas de la durée et le niveau d'exposition des travailleurs et garantir l'absence de pollution des bâtiments (réduction de l'empoussièrement, confinement, décontamination)
 - Mise en œuvre de moyens de protection collective adaptés
 - Mise en œuvre d'équipements de protection individuelle adaptés
 - Maintien en état et renouvellement des MPC et EPI
 - Signalisation et inaccessibilité de la zone aux personnes non concernées par les opérations
 - Suspension des opérations si dépassement des niveaux d'empoussièrement estimés
- Notice de poste pour information des travailleurs
- Formation des travailleurs selon arrêté du 23 février 2012 modifiant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante
 - Outre l'obligation générale de formation à la sécurité prévue à l'article L. 4141-2 du code du travail, l'employeur, pour affecter un travailleur à des travaux de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante ou à toute intervention susceptible de provoquer l'émission de fibres d'amiante qui porte notamment sur des bâtiments, des navires, des structures, appareils ou installations, y compris les interventions sur terrains amentifères, lui assure préalablement une formation adaptée à ses activités et aux procédés mis en œuvre, conformément aux articles R. 4141-13, R. 4412-87, et R. 4412-98.
 - La formation est renouvelée régulièrement conformément aux dispositions prévues à l'article 5 du présent arrêté.
- Suivi de l'exposition par fiche d'exposition à l'amiante
- Traitement des déchets :
 - Conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer l'émission de poussière
 - Déchets ramassés au fur et à mesure
 - Conditionnés dans des emballages appropriés et fermés
 - Evacués après décontamination au plus tôt
 - Transportés conformément à la législation en vigueur
 - Suivi des déchets par BSDA

6) Dispositions spécifiques aux travaux d'encapsulage et de retrait

Entreprise de retrait et d'encapsulage :

- Evaluation des risques et mesures d'empoussièrement :
 - Détermination du niveau d'empoussièrement de chaque processus (chantier test, contrôle périodique)
 - Contrôle initial du niveau d'empoussièrement avant démarrage des travaux de retrait ou d'encapsulage
 - Respect de la valeur limite de 5f/l dans l'environnement du chantier durant les travaux
- Champ de certification des entreprises selon les activités décrites dans leur DUER
- Plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage (PDRE) :
 - Contient les 18 points décrits par l'article R. 4412-133 du Code du Travail
 - Tenu à disposition sur le chantier
 - Est déposé un mois avant le début des travaux à l'inspection du travail et à la CARSAT (en cas d'urgence 8 jours)
 - Transmis pour validation en cas d'avenant
- Fin de travaux :
 - Etablissement d'un rapport de fin de travaux (RFT)
 - Autocontrôle
 - Nettoyage approfondi
 - Mesure d'empoussièrement libératoire
 - Fixation des fibres résiduelles

Propriétaire (art. R. 1334-29-3 du CSP) :

- Fait réaliser l'examen visuel pour les matériaux et produits des listes A et B avant toute restitution des locaux
- Fait réaliser la mesure de seconde restitution après démantèlement du confinement et après réalisation des travaux TCE

Points de suivi des travaux :

- Organisation de réunions hebdomadaires, rédaction et diffusion de procès-verbaux,
- Préalablement à l'opération de traitement des MPCA :
 - marquage des MPCA, enlèvement du mobilier, démontage des équipements, obturation des réseaux de ventilation des locaux qui en sont pourvus, réseaux consignés,
 - balisage et délimitation de la zone d'intervention : zone de travail, locaux d'accueil et d'hygiène, stockage des déchets,
 - installation des réseaux d'alimentation et de rejet pour la zone des travaux : puissance du réseau électrique suffisant (extracteurs, éclairage, chauffage, outils), alimentation et évacuation d'eau (douche, nettoyage, imprégnation, aspersion), compresseurs de production d'air si nécessaire, avec réalisation d'un plan d'installation.
- Installation des équipements du chantier :
 - présence des équipements et des moyens de protection collectifs et individuels tels que prévus dans le PDRE et le MO, et conformes à l'arrêté du 8 avril 2013 en fonction des niveaux d'empoussièrement attendus (1-2-3),
 - vérification de la présence de fenêtres de visualisation ou de caméras afin de permettre de visualiser le chantier,
- Mesures et contrôles à effectuer :
 - présence du MOE lors du test fumée,
 - contrôle de la réalisation et des rapports des stratégies d'échantillonnage et mesures d'empoussièrement : état initial, zone environnant le chantier, poste de travail, eaux rejetées, 1^{ère} restitution,
- Gestion des aléas :
 - découverte de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante : de par la bonne réalisation des études préalables, cet aléa est exclu, sauf en cas de destruction accidentelle d'un composant de la construction non concerné par les travaux. Dans ce cas, il convient de stopper les travaux, faire réaliser des prélèvements et analyses complémentaires pour lever le doute, et, en cas de présence avérée d'amiante, reprendre la démarche d'évaluation du risque,
 - dépassement des seuils d'empoussièrement : de par la bonne réalisation des études préalables, cet aléa est exclu, sauf en cas de non-respect des processus par l'entreprise de retrait. Dans ce cas : arrêt des travaux, mise en place d'actions correctrices en lien avec les organismes de prévention.

Points de suivi de la réception du chantier de retrait :

- avant le repli des installations, et pour le compte du MO, seront programmées les deux étapes d'examen visuel (avant et après confinement) afin de s'assurer que les travaux sont correctement réalisés et que l'entreprise rend des locaux propres à la poursuite des travaux TCE.
- contrôle du repli des installations,
- contrôle de l'analyse atmosphérique de fin de chantier après déconfinement, non obligatoire mais qui permet aux entreprises TCE d'effectuer leur analyse de risque, et de prouver leur responsabilité si la mesure de 2de restitution montre une concentration d'amiante au-delà du seuil réglementaire de 5 fibres/litres,
- inventaire contradictoire de restitution de chantier,
- pour les travaux relevant de la sous-section 3 du CT, contrôle du rapport de fin d'intervention (RFI) préalablement défini dans le C.C.T.P., qui sera transmis au MO, CSPS et CHSCT,
- intégration du RFI au DOE,
 - à la remise du chantier T.C.E., faire réaliser pour le compte du MO, par un laboratoire autre que celui de l'entreprise, la mesure atmosphérique de 2de restitution, qui conditionne la restitution des locaux aux occupants.

7) Dispositions spécifiques aux interventions ponctuelles sur matériaux et produits contenant de l'amiante

- Mode opératoire pour chaque processus mis en œuvre :
 - Validé par mesure d'empoussièrement sur opérateur
 - Préalablement soumis à l'inspection du travail et CHSCT
- Transmission à l'inspection du travail et à la CARSAT des éléments définis par l'article R. 4412-148 du CT si intervention de plus de 5 jours
- Chaque mode opératoire contient :
 - Nature de l'intervention
 - Matériaux concernés
 - Fréquence et modalités du contrôle du niveau d'empoussièrement et du respect de la VLEP
 - Descriptif des méthodes de travail et des moyens techniques mis en œuvre
 - Notices de poste
 - Caractéristiques des MPC et des EPI utilisés
 - Procédures de décontamination
 - Procédures de gestion des déchets
 - Durée des temps de travail



SCALP : Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre*

Définition :

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles.

METAH et SCALP sont des prestations qui sont liées entre elles.

Descriptif des prestations SCALP

Une bonne gestion logistique permet d'optimiser l'organisation des travaux, de diminuer les coûts, de respecter les délais, d'améliorer les conditions de travail des salariés ainsi que la qualité des ouvrages.

L'amélioration de la logistique est une démarche structurante pour les maîtres d'ouvrage :

Amélioration de l'organisation des travaux

Maîtrise plus précise de la chaîne des approvisionnements.

Meilleure qualité des prestations par diminution des détériorations

Exemple : parement des cages d'escalier ou matériels endommagés lors des transports manuels

Respect du délai global : meilleure maîtrise des délais par la réduction des aléas au niveau de chaque entreprise. Le planning d'approvisionnement permet d'identifier le chemin critique avec les points bloquants

Rentabilité de l'investissement « logistique » par respect du planning d'exécution (réduction du temps d'approvisionnement) et par mutualisation des moyens de manutention

Amélioration de l'image de marque :

un chantier organisé et propre est valorisant

Respect des obligations réglementaires (loi sur la coordination SPS, principes généraux de prévention, Responsabilité du maître d'ouvrage...)

L'amélioration de la logistique permet de diminuer les manutentions manuelles, qui sont la principale cause des accidents du travail (AT) et à l'origine de la majorité des maladies professionnelles (MP).

Cette démarche structurante dans l'organisation des travaux est bénéfique sur de nombreux points pour les entreprises :

Gains de productivité, en particulier pour les salariés ayant une qualification

Exemple : dépenses de main d'œuvre pour la manutention = 10% environ du montant des travaux ; une diminution d'1/3 des manutentions = 3% du coût global des travaux (INRS – ED 884)

Diminution des coûts par la mutualisation de moyens de manutention (grue, ascenseur de chantier, monte-matériaux, chariot...) et meilleure maîtrise des conditions de leur mise à disposition

La mutualisation des moyens de manutention évite les risques liés à l'utilisation de multiples moyens de levage propres à chaque entreprise

Exemple : un ascenseur de chantier peut remplacer avantageusement un treuil sur baie utilisé par une entreprise de carrelage

Amélioration de la qualité des prestations par la réduction des pertes et détériorations liées à un stockage anarchique : le coût de la non-qualité sur chantier peut représenter environ 10% du montant des travaux

* Source : CNAM, guide pour la mise en commun établi en 2015



Valorisation du métier et diminution des risques psycho-sociaux par une motivation supplémentaire des ouvriers qualifiés

Exemple : la mécanisation des manutentions permet d'éviter le coltinage des matériaux par des ouvriers qualifiés

Diminution de la pénibilité du travail

Évacuation des déchets de façon rationnelle, avec du matériel adapté, permettant des circulations mieux dégagées dans les étages et donc une diminution des AT dus aux chutes de plain-pied (2e cause d'AT)

Diminution des coûts dus aux accidents du travail et aux maladies professionnelles :

- diminution de risques tels que lombalgies, troubles musculosquelettiques

(TMS), chutes de hauteur, malaises...

- baisse des coûts directs liés aux arrêts de travail, à l'absentéisme : 1,7 millions de journées perdues par an dues aux accidents de manutentions manuelles (INRS – ED 884),

- baisse des taux de cotisations AT (sur le long terme)

- frein à l'augmentation exponentielle des MP

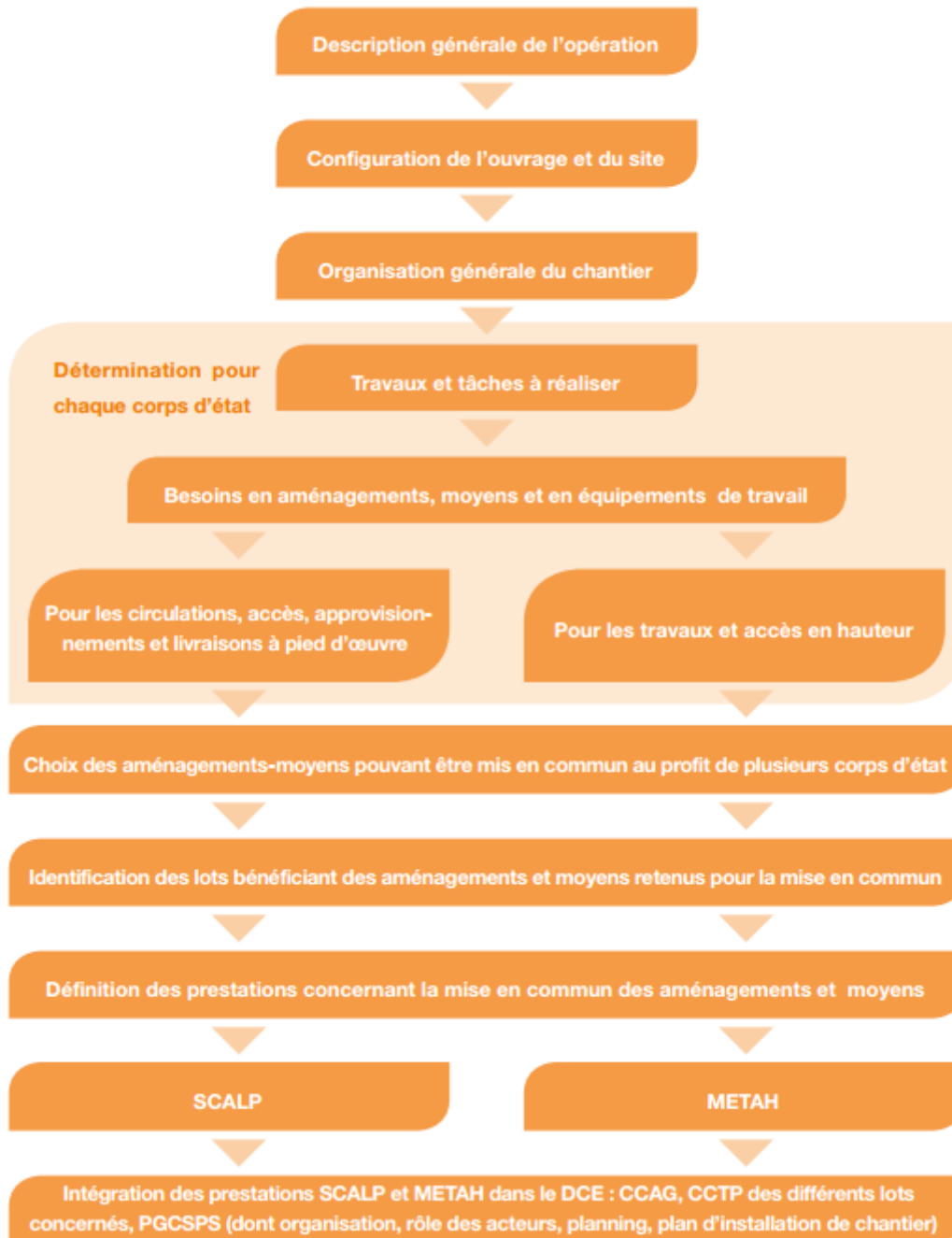
Amélioration de l'image de marque (circulation balisée, organisation visible, stockages organisés...)

Respect des principes généraux de prévention, de la recommandation CNAMTS : R.477 sur les manutentions

Fidélisation des sous-traitants

Exemple : partenariat sous-traitants, amélioration des conditions de travail

Principales étapes pour définir les prestations SCALP et METAH



Document harmonisé d'organisation des livraisons en sécurité (modèle de DHOL - R.476)

CSPS	Thomas DEDOURS	+33607721302
Mise à jour		

Partie à remplir par le CSPS				
Adresse chantier	201 RUE DES CAPUCINS 51100 REIMS	Coordonnées GPS		
Contraintes horaires de livraisons		Moyens mutualisés de levage et manutention (cf. PGCSPPS)		
Autres renseignements utiles (contraintes administratives, ..)		Quai de déchargement	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non

Partie à renseigner par l'entreprise et à joindre à son PPSPS				
Nom de l'entreprise		Adresse siège		
Nom du réceptionnaire		Coordonnées du réceptionnaire		
Plages horaires de livraisons				
Présence chef de manœuvre	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non		
Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion	<input type="checkbox"/> d(m) <input type="checkbox"/> h(m)	Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant)	<input type="checkbox"/>	
Appareil de levage utilisé pour l'opération	<input type="checkbox"/> grue de chargement	<input type="checkbox"/> appareil propre au chantier	Type	
		<input type="checkbox"/> appareil à la charge du fournisseur		
Autres renseignements utiles				